

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques

Escalade dans la répression politique et religieuse au Viêt Nam : Des dissidents sont arrêtés et torturés



Au seuil de la nouvelle année lunaire, les autorités com-

Sommaire

- 1 Escalade dans la répression politique et religieuse
- 3 Protestation de l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme contre le régime
- 5 La police arrête le père Nguyen Van Ly
- 6 Les membres fondateurs du Parti du Progrès du Viêt Nam sont arrêtés
- 7 Les dissidents vietnamiens demandent aux USA d'utiliser le commerce pour promouvoir les droits de l'homme
- 8 Gary Humphries écrit au Premier ministre vietnamien pour protester contre l'arrestation de Do Nam Hai
- 9 Élections et élections
- 10 Remerciements de l'Alliance Vietnamienne pour la Démocratie et les Droits de l'Homme.

munistes vietnamiennes ont intensifié leur répression contre les principaux militants pour la démocratie et contre les églises indépendantes. En dépit de leur démenti continu sur la violation des droits de l'homme et malgré leur récent effort de rapprochement diplomatique avec le Vatican, les autorités vietnamiennes ordonnent toujours à leurs forces de sécurité d'arrêter et de torturer les dissidents et les chrétiens, principalement les Montagnards Degar dans les hauts plateaux du centre.

Le matin du 3 février, les avocats Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan, les ingénieurs Bach Ngoc Duong et Pham Van Troi ainsi que deux autres militants démocrates ont été arrêtés et détenus sans motif au cabinet de Maître Nguyen Van Dai. Ils ont été interrogés et maltraités. M. Bach Ngoc Duong et Mlle Le Thi Cong Nhan n'ont pu se désaltérer ni aller aux toilettes.

Les avocats Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan sont encore détenus au commissariat de police de Hà Nội. Ils ont commencé une grève de la faim pour protester

contre cette détention et contre les mauvais traitements qu'ils subissent. La santé de Mlle Le Thi Cong Nhan serait dans un état critique avec de l'hypotension et une déshydratation. Pendant l'interrogatoire, M. Bach Ngoc Duong a été frappé par un fonctionnaire de police. Pendant qu'il recevait des coups de poings sur le visage - qui ont cassé ses lunettes - un autre policier l'étranglait.

En même temps, sur les hauts plateaux de la province centrale de Gia Lai, de jeunes chrétiens de la minorité ethnique Degar ont été arrêtés et battus au commissariat de police local. La police a pour habitude de les frapper comme s'ils s'entraînaient au Karaté et au Kung-Fu. Les deux hommes de 21 ans, Yum et Grun, souffrent de graves blessures au visage et à la tête. Yum a même perdu connaissance et tous deux sont dans l'incapacité de reprendre leur travail. Le dernier rapport de *Human Rights Watch* indique que plus de 350 chrétiens Montagnards sont toujours emprisonnés à travers le Viêt Nam. Il existe de multiples preuves de torture et de mauvais traitements infligés aux

détenus pour leurs activités politiques et religieuses, pourtant non violentes.

Les lauréats du prix Hellman/Hammett sont persécutés par les autorités.

Trois jours après la diffusion de la liste des lauréats 2007 du prestigieux prix Hellman/Hammett par l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, les autorités vietnamiennes se sont vengées en menant des actions terroristes contre les intéressés et d'autres militants pour la démocratie.

Peu après l'annonce de Human Rights Watch, lorsqu'on l'interrogeait sur la situation politique et des droits de l'homme au Viêt Nam, le ministre vietnamien des affaires étrangères a répondu succinctement qu'« il n'y a pas de répression politique au Viêt Nam ». Il a aussi condamné Human Rights Watch pour avoir diffusé des informations erronées. Et pourtant, les violations des droits de l'homme et la répression politique se produisent quotidiennement dans ce pays. Après avoir arrêté et interrogé les avocats Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan, ainsi que les ingénieurs Bach Ngoc Duong, Nguyen Phuong Anh et Pham Van Troi sans motif écrit, les autorités se tournent à présent vers leurs familles. Le but de la manœuvre est d'intimider et de mettre sous pression l'entourage des militants afin que ces derniers renoncent à la voie de la dissidence.

Après avoir été frappé par la

police durant son arrestation le 3 février, M. Bach Ngoc Duong et sa famille ont été emmenés de force dans un bâtiment des autorités locales. Là-bas, ils ont été publiquement dénoncés d'espionnage puis jugés sur ce chef d'accusation. Ensuite, les autorités ont obligé la famille de M. Bach à signer une déposition les engageant à garder ce dernier à domicile.

De même, dans la soirée du 8 février, dans le bâtiment gouvernemental Bach Khoa, la Sûreté Publique A42 a mobilisé environ 200 personnes âgées de 60 à 90 ans, pour former ce qu'ils appellent l'Assemblée Populaire. Ils ont emmené dans ce lieu l'avocat Nguyen Van Dai, un des 8 lauréats vietnamiens du prix Hellman/Hammett, pour une séance de dénonciation publique au cours de laquelle on l'a accusé de trahison et d'être un élément réactionnaire. Durant les deux heures de ce simulacre de procès, Nguyen Van Dai n'a pas été autorisé à parler pour se défendre. Puis, les autorités ont voulu obliger Dai à signer une confession écrite ainsi qu'une demande de retrait de sa licence d'avocat. Réponse de M. Nguyen Van Dai : « Vous pouvez me tuer, mais je ne signerai jamais ».

Les autorités arrêtent le père Nguyen Van Ly.

Selon les informations reçues depuis le Parti du Progrès du Viêt Nam (PPVN) et de témoins oculaires à Huê, la Sûreté Publique vietnamienne a perquisitionné

depuis le 16 février un grand nombre de maisons de membres du PPVN et confisqué des biens. Le 19 février, des leaders du PPVN ont été arrêtés, notamment MM. Nguyen Phong, Nguyen Binh Thanh, et mademoiselle Hoang Thi Anh Dao, respectivement fondateurs et porte-parole du PPVN. Depuis, nous ignorons où se trouvent ces trois personnes. Par ailleurs, les autorités ont également cerné la résidence des prêtres de la paroisse de Huê, procédé à la perquisition, à la saisie des ordinateurs et arrêté le père Nguyen Van Ly.

Le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) proteste énergiquement contre cette répression et ces violations des droits de l'homme de la part des autorités communistes vietnamiennes. Non seulement ces actes sont contraires aux propres lois du Viêt Nam, mais elles vont aussi à l'encontre des traditions et de la culture vietnamiennes car elles ont été perpétrées durant le réveillon du nouvel an traditionnel, le Têt, pourtant sacré.

Ceci est une tactique typique de la part du régime communiste vietnamien. Après avoir promis de respecter les droits de l'homme afin de pouvoir intégrer l'Organisation Mondiale du Commerce et bénéficier du statut commercial normal et permanent des États-Unis, le régime retourne sa veste en arrêtant des citoyens qui exercent leurs droits fondamentaux en exprimant pacifiquement leurs opinions.

Viêt Tân appelle les dirigeants internationaux et les organisations de défense des droits de l'homme à :

1. demander publiquement aux autorités vietnamiennes de libérer immédiatement ces militants pour la démocratie et cesser toutes formes de persécution.
2. demander publiquement aux autorités vietnamiennes de respecter la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dont le Viêt Nam est signataire.
3. soutenir les militants pour la démocratie dans leur quête pour la démocratie et la liberté.



Protestation contre le régime communiste vietnamien qui réprime les démocrates le jour de l'an Dinh Hoi 2007

ALLIANCE VIETNAMIENNE POUR LA DEMOCRATIE
ET LES DROITS DE L'HOMME

À l'attention de :

- A M. le Secrétaire général de l'ONU et au Comité des Droits de l'homme de l'ONU,

- Aux parlements et gouvernements des pays démocratiques,

- Aux ambassades et consulats étrangers au Vietnam,

- Aux organisations vietnamiennes et internationales de défense des droits de l'homme,

- Aux peuples et aux opinions vietnamiens et internationaux

- Aux médias vietnamiens et internationaux,

Tous les Vietnamiens et toutes les personnes de bonne volonté du monde espéraient qu'après son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce, l'obtention du statut commercial normal et permanent (PNTR) et sa radiation de la liste des *pays particulièrement préoccupants* (Country of Particular Concern), c'est-à-dire après son entrée dans la modernité par le renforcement de ses liens avec la communauté internationale, le régime vietnamien respecterait le droit international, les règlements de l'OMC et surtout sa propre constitution...

Les faits qui se sont déroulés ces dernières semaines et en particulier juste avant et après le Têt, nouvel an traditionnel du peuple vietnamien, ont jeté tout le monde dans un grand désarroi. Les communistes vietnamiens ont piétiné toutes les lois internatio-

nales et même leur constitution propre :

En premier lieu ils ont arrêté de façon absolument illégale les avocats Nguyen Van Dai et Le Thi Cong Nhan, l'ingénieur Bach Ngoc Duong, avec pour seul prétexte que ceux-ci transmettaient à des amis quelques informations sur les droits de l'homme, manifestant ainsi un esprit de civisme dont tout pays devrait s'enorgueillir.

À Hué, au centre du Vietnam, aux premiers jours de l'année lunaire 2007, le Têt, la période la plus sacrée, ils ont :

- encerclé l'archevêché de Hué, fouillé le bureau du père Nguyen Van Ly, défoncé l'armoire et confisqué des ordinateurs, des téléphones portables lui appartenant et l'ont consigné sur place, transformant son bureau et domicile en lieu de détention;

- arrêté MM. Nguyen Phong, Nguyen Binh Thanh, Mmes Le Thi Le Hang et Hoang Thi Anh Dao, fouillé leurs domiciles, confisqué leurs outils de travail, soumis ceux-ci à des interrogatoires, et les ont détenus pendant la période du Têt. En particulier, sous la pression, ils ont poussé M. Nguyen Phong à signer des engagements qu'il n'aurait jamais acceptés dans des conditions normales. Parmi ces engagements : dissoudre le Parti du Progrès et la Fédération de Partis Lac Hong, se retirer du Bloc 8406, rompre les contacts avec le père Nguyen Van Ly et les autres militants pour la démocratie, cesser toute activité

en faveur de la démocratie...

L'Alliance vietnamienne pour la Démocratie et les Droits de l'homme considère que :

1) Toutes les activités de tous les démocrates précités sont en conformité avec la constitution du Vietnam et le droit international. Ce sont des manifestations des libertés fondamentales reconnues par les institutions internationales. Les récents actes de répression du pouvoir vietnamien sont totalement contraires au droit. Non seulement ils enfreignent le

Les faits qui se sont déroulés ces dernières semaines [...] ont jeté tout le monde dans un grand désarroi.

droit international, mais ils piétinent aussi leur constitution.

2) Il est évident que le pouvoir vietnamien, en ordonnant à sa police d'agir ainsi illégalement, ne cherche qu'à protéger et maintenir indéfiniment et à tout prix le régime dictatorial et totalitaire, ainsi que leurs avantages et intérêts personnels. Ce régime n'est *issu en aucune façon du peuple, par le peuple ni pour le peuple...* bien qu'il s'en vante sans vergo-



gne depuis longtemps. Notre nation entière a été contrainte de l'accepter durant ces 62 dernières années (2/9/45 - 2/2007), depuis que les communistes se sont emparés du pouvoir, avec leur appareil de dictature prolétarienne dont la première mission selon Lénine était la répression par la violence.

3) Ce qu'a fait M. Nguyen Phong sous la contrainte, s'engager à dissoudre le Parti du Progrès et la Fédération de Partis Lac Hong, se retirer du Bloc 8406, rompre les contacts avec le père Nguyen Van Ly et les autres combattants pour la démocratie, cesser toute activité démocratique..., n'a aucune valeur juridique, car ses déclarations ont été extorquées par la force.

Pour faire face à cette situation de répression illégale, l'*Alliance vietnamienne pour la Démocratie et les Droits de l'homme* prie instamment les personnes et organismes destinataires de cet appel d'agir effectivement, concrètement et rapidement pour protester contre le régime vietnamien, l'obligeant à cesser immédiatement ses actes antidémocratiques, contraires à l'humanité et au droit international et à sa propre constitution. **Nous nous permettons de vous proposer de :**

1) Organiser et participer à des manifestations de protestation,

2) S'exprimer dans ce sens sur les divers médias et les diffuser largement à destination du Vietnam,

3) Téléphoner, envoyer des courriels, faxer aux organismes gouvernementaux com-

munistes vietnamiens et leur manifester votre opposition aux actes en question. En même temps publier des résolutions leur enjoignant de cesser sans délai et sans condition de tels actes de barbarie.

Saisissant cette occasion, l'*Alliance vietnamienne pour la Démocratie et les Droits de l'homme* rappelle aux membres de la police vietnamienne, ceux qui sont chargés à l'heure actuelle de filer, terroriser et réprimer les militants de la démocratie, que: la voie de la vraie démocratisation avec un changement radical, le remplacement de l'actuelle dictature politique, à parti unique, totalitaire, antidémocratique et antipopulaire par un futur régime pluraliste, multipartiste, progressiste est incontournable et sans retour possible ! Ce n'est plus qu'un problème de temps, et ceci se compte en mois ou tout au plus en années. Vous devez redouter les sanctions de la justice au moment où ce peuple se réveillera ! Pour l'heure, vos méfaits ne sont pas encore punis, pensez au moins à la puissance des Êtres supérieurs, le Ciel ou d'autres Génies! Le peuple est indulgent, mais il serait impitoyable si vous vous persistiez dans vos méfaits ! Les archives, les militants de la démocratie, les victimes d'injustices et vos compagnons d'armes doués de conscience vous accuseront directement dans l'avenir. Tout crime sera puni ! Nous espérons de tout cœur que vous réfléchirez et penserez à vous-même et à vos familles, pour vous repentir sincèrement et rejoindre rapidement les rangs de la Patrie et de la Nation!

Nous vous remercions tous de



**De gauche à droite :
Nguyen Chinh Ket, Do
Nam Hai et Tran Anh
Kim son les coordina-
teurs de l'Alliance Viet-
namienne pour la Démoc-
ratie et les Droits de
l'Homme.**

L'Alliance prie instamment les personnes et organismes destinataires de cet appel d'agir concrètement et rapidement pour protester contre le régime vietnamien

l'attention que vous avez accordée à nos propos.

Rédigé depuis le Vietnam, le 22 février 2007,

I. Le Comité consultatif :

- 1- Pham Que Duong, ancien officier, Hanoi,
- 2- Nguyen Huu Giai, prêtre, Thua Thien, Hué,
- 3- Dr Nguyen Thanh Giang,
- 4- Nguyen Ho, ex président de syndicat, Saigon,
- 5- Le Quang Liem, président d'association, GHPGHH Central, Saigon,
- 6- Phan Van Loi, prêtre, Hué ,
- 7- Nguyen Van Ly, prêtre, Hué,
- 8- Ngo Hoai No, pasteur, Saigon,
- 9- Nguyen Hong Quang, pasteur, Saigon,
- 10- Vu Cao Quan, ancien officier, Saigon,
- 11- Dr Nguyen Dan Que, président du Mouvement humaniste vietnamien, Saigon,
- 12- Le Van Soc membre laïc de la Congrégation Hoa Hao PGHH, Vinh Long,
- 13- Chan Tin, prêtre, Saigon,
- 14- Hoang Tien, écrivain, Hanoi.

II. Comité coordinateur :

- 1- Do Nam Hai, ingénieur, Saigon,
- 2- Nguyen Chinh Ket, professeur, Saigon,
- 3- Tran Anh Kim, ancien officier, Thai Binh.



La Police Vietnamiennne enquête sur un prêtre catholique

AFP

La police vietnamienne a ouvert une enquête officielle contre un prêtre catholique dissident. Selon un journal électronique de ce dimanche, il est accusé de propagande contre l'État.

La police de Huê « a décidé le 24 février d'ouvrir une enquête sur le père Nguyen Van Ly avec pour chef d'accusation la propagande contre la République Socialiste du Viêt Nam », rapporte le site Internet du journal officiel Tuoi Tre.

Plus tôt ce dimanche, les sympathisants du prêtre ont dit que les forces de sécurité vietnamiennes ont transféré Ly, 59 ans, de son domicile vers une paroisse isolée. Ils disent que ce déplacement fait partie d'une recrudescence des violations des droits de l'homme.

Ly, un militant pour la démocratie de la ville de Huê, a été expulsé de son domicile ce samedi par quelque 60 agents de police, déclare depuis la Californie le porte-parole du Parti Pour la Réforme du Viêt Nam, parti non autorisé au Viêt Nam.

Ly, un membre du "Bloc 8406" – une coalition démocratique interdite dans ce pays à parti unique – a déjà passé 14 ans en prison depuis 1983. Il a été libéré en 2005 suite à une amnistie.

Dimanche dernier, la police a lancé des raids à Huê contre les maisons des autres militants, déclarent plusieurs groupes pour la démocratie. Ly étant sous le coup

d'une assignation à résidence, la police a seulement encerclé son domicile.

La semaine dernière le gouvernement communiste a confirmé ces « mesures administratives » et dit que Ly est l'objet d'une enquête pour avoir « sapé l'unité nationale ».

L'agence de presse officielle de l'état *Vietnam News Agency* accuse Ly d'avoir « incité et rassemblé des éléments contre les autorités ».

Samedi après midi, la police est passée à l'action, le père « Nguyen Van Ly a été amené à la paroisse de Ben Cui, une petite localité isolée, distante de 20 km de Huê », déclare le Parti Pour la Réforme du Viêt Nam, citant des témoins oculaires.

« L'affectation d'un prêtre catholique relève de la seule autorité de l'évêque. Mais les autorités vietnamiennes ont déplacé de force le père Nguyen Van Ly dans une autre paroisse sans le consentement de l'évêque de Huê.

Ce geste traduit la volonté du régime d'isoler encore davantage le père Nguyen Van Ly. Personne n'a pu le contacter depuis. »

Les actions de la police interviennent quelques semaines après que le Vietnam a montré des si-

gnes d'une plus grande tolérance religieuse, et notamment après la rencontre entre le Pape Benoit XVI et le Premier ministre Nguyen Tan Dung, le 25 janvier au Vatican.

Mais le Parti pour la Réforme du Viêt Nam affirme que cette récente répression contre les militants pro démocratie fait suite aux succès diplomatiques vietnamiens, comme l'organisation du sommet des pays de l'APEC fin 2006 et l'entrée dans l'OMC.

« Cette répression était attendue », déclarent les militants du Parti pour la Réforme du Viêt Nam. « S'il n'y aucune pression internationale sur le régime, la répression risque fort de s'étendre. »

Contactés ce dimanche, la police de Hue et les officiels catholiques disent qu'ils ne sont pas au courant de ces derniers incidents. Les militants démocrates locaux n'étaient pas joignables car leurs lignes téléphoniques semblaient avoir été coupées.



Le père Nguyen Van Ly a déjà passé 14 ans en prison pour sa dissidence.



Les co-fondateurs du Parti du Progrès du Viêt Nam sont arrêtés



FREE NEWS AGENCY

MM. Nguyen Phong et Nguyen Binh Thanh co-fondateurs du Parti du Progrès du Vietnam ont été arrêtés à Hue le Jour de l'An vietnamien, 17-02-2007

VN-FNA :

1 - Le 16-02-2007 (la veille du Têt Dinh Hoi, jour de l'an), profitant de l'absence de Mme Trinh Thi Thuy, épouse de **M. Nguyen Phong co-fondateur du Parti du Progrès du Vietnam**, qui était partie dans sa ville natale Nam Dinh fêter en famille le Têt, la police communiste vietnamienne de la commune Thuy Xuan avait envoyé à M. Phong, **resté seul chez lui**, un courrier lui demandant à être reçue pour lui présenter des vœux, au No 86 rue Le Ngo Cat qui servait en même temps de siège au Parti du Progrès. M. Nguyen Phong a pro-

mis de la recevoir à 13h. Mais à midi environ cinquante policiers en civil ont encerclé le quartier du siège du parti, dix autres ont pénétré dans la maison soi-disant pour souhaiter bonne année, en réalité pour procéder à un interrogatoire en règle. A 13 h puis à 14h le père Nguyen Van Ly a pu joindre M. Phong au téléphone et apprendre que celui-ci voulait bien recevoir des vœux mais refusait à subir un interrogatoire.

A 22h, le quartier étant en coupure d'électricité par roulement, les cinquante policiers relevant de la police départementale de Thua Thien, municipale de Hué et communale de Thuy Xuan, ont fait venir un générateur, braqué des projecteurs et fouillé la maison de M. Phong ; ils ont toute la nuit photographié et filmé, imprimé des documents à partir de son ordinateur..., **même à minuit, le moment sacré de passage d'une année à l'autre (notre « Giao Thua »** ; ils l'ont maintenu de force jusqu'à 6h du matin d'aujourd'hui (c'est-à-dire le jour de l'an Dinh Hoi, 17-02-2007, puis l'ont conduit vers une destination jusqu'à maintenant inconnue, après avoir confisqué un PC et des documents.

Les autorités communistes vietnamiennes n'ont point informé sa famille, au contraire elles ont menti à ses voisins et ses connaissances en affirmant que **« M. Phong est parti rendre visite à sa belle famille à Nam Dinh » (!?)**, alors que Mme Thuy cherchait un bus pour ramener ses

trois enfants à Hué et retrouver elle son mari, eux leur père, en vain, car le jour de l'an aucun bus ne circule !!! **Les communistes vietnamiens mentent toujours, dans n'importe quelle circonstance !!!**

2 - Parallèlement, le 16-02-2007 à midi, **M. Nguyen Binh Thanh**, un autre co-fondateur du Parti du Progrès, se rendait au siège de son parti pour recevoir ensemble avec M. Phong les vœux des autorités. Mais la police non seulement l'a empêché de pénétrer dans le quartier entourant le domicile de M. Phong, **elle a encore menacé de le balancer du haut d'un pont enjambant un cours d'eau voisin**, ce qui l'a obligé à rebrousser chemin. A 20h M. Thanh voulait se rendre à l'archevêché de Hué assister à la messe de fin d'année lunaire, **une dizaine de policiers l'ont repoussé à l'intérieur de sa maison et l'ont contraint à y rester consigné toute la nuit**, au No 87 rue Dien Bien Phu, Hué.

Ce matin (le premier jour de l'année du Cochon Dinh Hoi, 17-02-2007, à 8h, M. Nguyen Binh Thanh a été convoqué à la police de commune Truong An, et il a été **arrêté et retenu sur place ou conduit à un endroit inconnu**. Au moment où nous diffusons ce message (21h30), on n'a toujours aucune nouvelle de M. Thanh.

(Bulletin d'information de Vietnam-FNA)



MM. Nguyen Phong, 33 ans, (à gauche) et Nguyen Binh Thanh, 52 ans, sont les co-fondateurs du Parti du Progrès du Viêt Nam.



Les dissidents vietnamiens demandent aux États-Unis d'utiliser le commerce comme moyen pour promouvoir les droits de l'homme

CNSNEWS.COM
Cybercast News Service

PAR PAYTON HOEGH,
CORRESPONDANT CNSNEWS.COM

(CNSNews.com) – Un mois après l'adoption de la loi garantissant des relations commerciales normales (PNTR) avec le Viêt Nam, des dissidents qui s'y étaient opposés demandent aux États-Unis d'utiliser le commerce pour encourager les réformes dans ce pays communiste. Ils alertent sur l'oppression renaissante.

Le Parti Viet Tan, basé en Californie et militant pour la Réforme au Viêt Nam, a signalé plusieurs cas récents d'arrestation pour appuyer ses précédentes affirmations selon lesquelles cet accord sur le commerce est arrivé à un moment où « le respect des droits de l'homme, loin de s'améliorer, se dégrade.

« Ce n'est que lorsque le commerce sera exercé dans le but de promouvoir les droits de l'homme que des changements positifs pourront survenir » a déclaré le Président Diem DO du parti Viet Tan au Cybercast News Service.

Lors des derniers jours de la 109^{ème} session, le Congrès a voté une loi garantissant des relations commerciales normales (PNTR) au Viêt Nam, en tant que nation prête à intégrer l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

D'après les défenseurs du projet de loi, ce mouvement incitera Hà Nội à mieux respecter les droits

de l'homme.

En juillet dernier, Eric G. John du ministère des Affaires Étrangères déclarait à une commission du Sénat : « L'entrée du Viêt Nam dans l'Organisation Mondiale du Commerce se place dans le contexte d'un changement remarquable au Viêt Nam, commencé



Do Hoang Diem,
président du
parti Viêt Tân

depuis déjà quelques temps.

Je n'irai pas jusqu'à qualifier l'accession à l'OMC et le statut PNTR de baguettes magiques pour l'amélioration rapide ou spectaculaire des droits de l'homme et de la liberté religieuse. Toutefois, ils obligeront le Viêt Nam à poursuivre l'évolution très positive qu'il a entreprise voici 15 à 20 ans .»

Néanmoins, beaucoup de critiques contestent que le Viêt Nam progresse sur la question des droits de l'homme, et se demandent si la perspective du profit n'a pas aveuglé les responsables américains.

John Patrick, de l'Association d'Aide à la Chine (China Support Network – association à but non lucratif) a déclaré au Cybercast News Service que le Congrès a

donné plus d'importance à l'argent qu'aux problèmes concernant la liberté, la démocratie, les droits de l'homme et la sécurité du pays.

Il a souligné que la Démocrate de Californie Nancy Pelosi avait voté en faveur du PNTR, s'opposant même à son propre parti en cette circonstance, bien qu'elle soit intransigeante à l'égard des autres régimes communistes, notamment le pouvoir chinois.

D'après lui, la nouvelle porte-parole des démocrates à la Chambre des Représentants s'est sentie obligée de représenter le « statu quo » plutôt que ses propres convictions et celles de ses électeurs.

John Patrick : « Pelosi ne doit pas se montrer si conciliante avec le diable, elle aurait été plus fidèle à ses idées si elle avait voté contre le PNTR ».

Il déconseille toute concession commerciale avec le Viêt Nam, tout comme, pour les mêmes raisons, il désapprouve la normalisation des relations commerciales avec la Chine.

Récemment, il déclarait : « Accorder le statut de *relations commerciales normales* à n'importe lequel des régimes communistes causerait les mêmes dommages à l'économie, aux droits de l'homme et à la sécurité du pays. »



RÉPRESSION

Dans une déclaration, le parti Viet Tan attire l'attention sur les incidents qui, d'après ce parti, révèlent une « escalade dans la répression politique et religieuse ».

Il cite les récentes arrestations de six militants démocrates, les brutalités qu'ils ont subies durant leur garde à vue et la détention de 350 fidèles chrétiens d'une minorité ethnique montagnarde.

« Les autorités communistes Vietnamiennes accentuent la répression des principaux militants démocrates et des églises indépendantes. Malgré ses dénégations répétées concernant les atteintes aux droits de l'homme, le gouvernement vietnamien continue d'ordonner aux forces de sécurité d'arrêter et de torturer les dissidents ».

En accordant au Viêt Nam le sta-

tut de PNTR et en favorisant le commerce par le biais de l'OMC, des partis politiques tels que le Viêt Tân estiment que les États-Unis ont fait un pas en avant dans le sens du développement économique, tout en tolérant que les droits de l'homme continuent d'être bafoués.

M. Do : « Tout développement commercial doit aller de pair avec la réforme des droits de l'homme.

Le respect des droits de l'homme au Viêt Nam ne profitent pas seulement au peuple vietnamien, ils aident également à instaurer une société transparente et stable politiquement, préalable indispensable pour que le Viêt Nam devienne un marché solide et durable pour les investisseurs.

Si l'économie progresse, ses bénéfices enrichiront la classe dirigeante, beaucoup plus que les autres. Il en résultera que ceux

au pouvoir continueront à maltraiter et à opprimer pour protéger leurs intérêts. »

Les partisans du statut PNTR soutiennent que les États-Unis vont tirer profit de l'accroissement des échanges commerciaux résultant de l'entrée du Viêt Nam dans l'OMC, tout en gardant la possibilité de faire pression en faveur des réformes.

M. Dan Lohman, de l'organisme *Heritage Foundation* et expert en Asie du Sud-Est, a déclaré à Cybercast News Service « Accueillir le Viêt Nam dans l'OMC et encadrer la libéralisation de son économie dans une réglementation internationale est une bonne chose. On espère que l'obligation de respecter des règles strictes dans le domaine économique conduira progressivement à un même respect des libertés individuelles. »

Gary Humphries écrit au Premier ministre vietnamien pour protester contre l'arrestation de Do Nam Hai

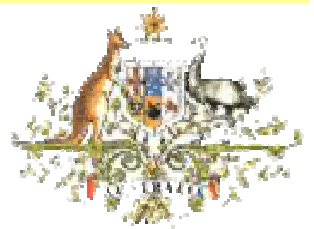


Monsieur le Premier ministre,

J'ai appris que M. Do Nam Hai a été arrêté récemment à Sài Gòn après avoir rencontré M. Nguyen Phong.

M. Do Nam Hai est reconnu internationalement comme un militant pour la démocratie et les droits de l'homme au Viêt Nam. Il a récemment reçu un prix de l'organisation Human Rights Watch en reconnaissance à son courage pour avoir braqué les projecteurs sur la situation des droits de l'homme au Viêt Nam. Son arrestation est une autre condamnation de la politique de votre gouvernement, malgré les bonnes volontés affichées durant le récent sommet de l'APEC.

J'ai récemment adopté M. Do Nam Hai comme un "frère" politique et je suis très déçu d'apprendre son arrestation et de savoir qu'il est toujours harcelé par votre police et les fonctionnaires de votre administration.



Je vous écris cette lettre afin de vous demander instamment de cesser toute persécution contre tous les militants politiques et religieux et de libérer immédiatement M. Do Nam Hai.

Je vous remercie pour votre attention sur ces sujets importants.

Cordialement
Gary Humphries, Sénateur de l'ACT
Australie,
16 février 2007



Élections et élections

NGUYEN NGOC DUC

La France entre en campagne électorale. Le 22 avril prochain, aura lieu le premier tour de l'élection présidentielle. Quelques semaines après le second tour suivront les élections législatives. Le Viêt Nam se prépare aussi aux élections. Le 29 janvier, le bureau du Parlement vietnamien a officialisé la date des prochaines élections législatives : le 20 mai. Les électeurs de nos deux pays s'apprêtent donc à aller voter, mais il y a élections et élections !

En France, malgré l'hiver, l'ambiance électorale commence à chauffer. Aux yeux des français, l'élection présidentielle constitue le plus important des scrutins. De son résultat dépendra l'orientation politique de la France pour les cinq prochaines années. L'importance de l'enjeu justifie que depuis plusieurs mois, les sondages, les débats, les meetings et les autres tribunes donnent du rythme à cette campagne électorale.

Au Viêt Nam aussi, l'ambiance chauffe, à quelques mois des élections. Serait-ce pour les mêmes raisons qu'en France ? Mais non, vraiment pas ! Ce qui agite les Vietnamiens, c'est le Nouvel An Traditionnel, le Têt, et ses préparatifs. Pourtant, si le scrutin présidentiel compte autant dans l'esprit des français, l'élection du Parlement devrait revêtir la même importance aux yeux des vietnamiens. Mais lorsque j'appelle par téléphone mes amis au Viêt Nam pour leur demander leur impression sur cette élection, ils me répondent abruptement : « Ah bon ? c'est le 20 mai [que se

tiendront les élections législatives] ? On n'est pas au courant. Et puis, on s'en f... ! Ce jour là, on ira voter car c'est obligatoire, et on cochera le pantin désigné à l'avance. On aura le choix entre un communiste et un autre communiste... ». Voilà le résultat de plusieurs décennies d'un régime mono-partiste. Les élections ne veulent plus rien dire.

En France, chaque scrutin donne lieu à inflation, pas celle des prix mais plutôt l'augmentation du nombre de candidats. En 2002, il y avait 16 candidats à la présidence de la République. En 2007, c'est plus de 40. Certes, l'obligation qui leur est faite de recueillir 500 signatures de parrainages en éliminera quelques uns, mais beaucoup resteront en lice.

En 2002, les élections législatives ont vu 8424 candidats se disputer les 577 sièges, soit une moyenne de 14 candidats par circonscription. Ce grand nombre de candidats a bien posé quelques problèmes comme l'augmentation des budgets électoraux, la dispersion des voix, etc. Mais les électeurs français semblent ap-

précier le large choix qui leur est offert. C'est le reflet des multiples sensibilités politiques ; chaque courant de pensée a le droit de peser dans la vie politique nationale et régionale. Les électeurs français y voient le signe d'un réel pluralisme politique qui permet aux minorités d'avoir toujours la parole et qui ne confie pas tous les pouvoirs au parti qui a remporté les élections. Ce pluralisme politique crée des contrepouvoirs bénéfiques au débat démocratique.

Au Viêt Nam, les gens frissonnent en entendant le mot inflation. En effet, au début des années 80, lorsque le Parti Communiste Vietnamien (PCV) « pousse joyeusement et rapidement le pays sur la voie du socialisme », le niveau général des prix s'emballa joyeusement. L'inflation à deux chiffres de la fin de la décennie 70 passe à trois chiffres dans les années 84-85.

Si le PCV est un piètre gestionnaire économique, il a toujours su maîtriser l'inflation politique. Lors des dernières élections législatives, en 2002, 759 « candidats » « se disputaient » les 498

Lors des élections législatives françaises de 2002, il y avait une moyenne de 14 candidats par circonscription. Au Viêt Nam, il n'y a que 1,5 candidat par circonscription.



Dans les élections vietnamiennes, le « Parti Communiste décide et les électeurs approuvent ». Avec cette méthode, bien que les vietnamiens vivent sous une dictature, ils peuvent tout de même voter tous les 5 ans!

sièges à pourvoir. Pourquoi employer les guillemets ? Parce que les chiffres sont éloquentes, en moyenne 1,5 candidat par circonscription, ce qui donne au mot « candidat » une couleur particulière... Ce chiffre est en augmentation par rapport aux précédents scrutins mais il ne représente que le dixième des candidats français. On mesure bien, par cette comparaison statistique, le piètre niveau du pluralisme politique au Viêt Nam.

En limitant le nombre de candidats, au Viêt Nam, on limite la



Tran Duc Luong, 98,20% des voix au dernier scrutin présidentiel! Qui dit mieux ?

dispersion des voix, dispersion qui empêche généralement qu'un candidat dépasse les 30% au premier tour. Aucun risque de dispersion avec en moyenne 1,5 candidat par siège ! Dans ces conditions, les pourcentages ne veulent pas dire grand chose. Ainsi en 2002, M. Nong Duc Manh (Premier Secrétaire du PCV) avait recueilli 94,82% des suffrages, M. Phan Van Khai (ancien Premier Ministre) avait obtenu 91,22%. La palme revient à Tran Duc Luong (Président de la République Socialiste) avec 98,20%. Les scores des dirigeants occidentaux comme MM. Chirac, Bush, Blair font pâle figure à côté !

Dans les élections vietnamiennes, le « PCV décide et les électeurs approuvent ». Avec cette méthode, bien que les vietnamiens vivent sous une dictature, ils peuvent tout de même voter tous les 5 ans. En 2002, le taux de participation atteignait 99,73% car aller voter est un « devoir civique » et ne souffre pas d'exception. Même les malades doivent voter sur leur lit d'hôpital. Ceux qui ne votent pas voient leur certificat de résidence (ho khau) confisqué et deviennent de facto « sans domicile fixe ». Les 0,27% d'abstention concernent donc probablement des personnes décédées le jour même du scrutin ! Mais il est vrai que cette obligation de vote sauve les apparences, car combien de vietnamiens feraient l'effort de voter s'ils n'y étaient contraints ? La participation des électeurs serait tellement faible que la représentativité de certains élus apparaîtrait pour ce qu'elle est réellement : minable !

Bien que la méthode « Le PCV décide et les électeurs approuvent » ait permis la constitution d'un parlement discipliné et à la botte du gouvernement, le PCV cherche encore à « réformer » ce système. Dans quel sens ? Le comité central du PCV a proposé de nouvelles méthodes pour les élections législatives. Décrire ici ces nouvelles méthodes serait

long et fastidieux ; les lecteurs qui le souhaitent peuvent consulter le texte intégral sur le site web du PCV. De cette réforme, je ne retiendrai que cette phrase : « la finalité des élections législatives est de former un parlement fidèle à la patrie et à la République Socialiste du Viêt Nam. ». Autrement dit, ceux qui n'approuvent pas que le Viêt Nam, comme Cuba, la Corée du Nord et la Chine Populaire suivent la voie du socialisme peuvent s'exiler.

Cette comparaison entre élections à la française et élections à la mode PCV montre bien qu'il y a élections et élections, les unes vraiment démocratiques, en France par exemple, les autres qui n'en revêtent que l'apparence. En définitive, qui affirmerait sans ciller que les 80 millions de vietnamiens approuvent la voie décidée par le PCV ?



« Ah bon ? c'est le 20 mai [que se tiendront les élections législatives] ? On n'est pas au courant. Et puis, on s'en f... ! Ce jour là, on ira voter car c'est obligatoire, et on cochera le pantin désigné à l'avance. On aura le choix entre un communiste et un autre communiste... ».

Lettre de remerciement et appel de l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam



Viêt Nam, le 27 janvier 2007

À l'attention de :

- Nos compatriotes au Viêt Nam et à l'étranger
- Nos amis internationaux

Chers amis,

Le 16 octobre dernier, l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam (ADDHVN) s'est constituée au Viêt Nam. Depuis plus de 3 mois, l'ADDHVN a reçu le soutien de centaines de personnes, d'organisations, d'associations et de partis politiques résidant à l'intérieur du Viêt Nam ou à l'étranger. Beaucoup d'amis dans la communauté internationale, attentifs aux questions de liberté, de démocratie et de droits de l'homme, nous ont eux aussi exprimé leur soutien. Nous, conseillers et membres du bureau de l'ADDHVN, exprimons nos remerciements à tous ceux qui nous ont aidé depuis le début.

Il est écrit dans la déclaration de notre Alliance : « Le nord du Viêt Nam après le 20 juillet 1954, puis tout le pays après le 30 avril 1975, sont devenus esclaves de cet ennemi de l'intérieur, un ennemi pernicieux, difficile à démasquer et pas moins cruel que n'importe quel ennemi extérieur. Un « univers de cruauté » s'est constitué derrière l'appareil du parti, l'administration, la sûreté

publique, le front populaire. « Il » s'est développé et il sème la terreur dans notre Peuple à tous les échelons, du niveau national au niveau local, jusqu'au moindre canton, hameau. Par conséquent, si l'on veut agir à la source de cet « univers de cruauté », il faut s'attaquer à la racine du problème, donc au système politique à parti unique et dictatorial, afin de le remplacer par un système politique juste, pluraliste, accordant des chances égales à tous ceux qui souhaitent apporter leur détermination et leur talent au

« il faut s'attaquer à la racine du problème, donc au système politique à parti unique et dictatorial, »

service de la Nation. »

L'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam considère que :

- ce but légitime qui vise à remplacer un régime politique à parti unique, arriéré, refusant la concurrence par un système qui serait pluraliste et moderne, est en totale adéquation avec les aspirations de la grande majorité du peuple vietnamien. Parce qu'il est moderne, ce but recevra toujours plus de soutien de la part des compatriotes de tous les horizons. Fin 2006, le Viêt Nam a adhéré à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Malheureusement, notre peuple ne peut pas

profiter pleinement du nouvel espace économique car il continue de subir un régime politique qui veut tout contrôler, sous le prétexte de maintenir « l'ordre social ».

- parce que les conservateurs au sein du Parti Communiste Vietnamien privilégient toujours la violence et la répression pour maintenir leur emprise sur notre pays depuis 62 ans (02 septembre 1945 - janvier 2007), le combat pour l'instauration d'une réelle démocratie dans notre pays demandera encore beaucoup d'efforts et de sacrifices. Malgré cela, en 2006 le Mouvement Démocratique a pris un essor considérable tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. C'est un nouveau développement pour le Mouvement, qui nous remplit de fierté et d'optimisme. Ce nouveau pas a également créé des conditions favorables aux alliances entre les vietnamiens de l'intérieur et à l'étranger. De même, le soutien des amis dans la communauté internationale est de plus en plus marqué et efficace.

Afin de continuer sur cette bonne lancée en 2007, l'ADDHVN appelle la communauté internationale et les compatriotes au Viêt Nam et à l'étranger à coopérer pour la réalisation des actions suivantes :

1) Continuer la lutte pour la restauration des libertés de base (pensée, information, communication, religion, association, création de partis politiques, candidature aux élections, etc.). Et par dessus tout, exiger un référendum national pour que le peuple vietnamien puisse s'exprimer sur





Le Bloc 8406 appelle au boycott des élections législatives de mai 2007, tant que le système monopartiste restera en place au Viêt Nam.

le choix d'un système politique qui lui convienne. Les vietnamiens sont dépossédés de ces libertés élémentaires par le Parti Communiste Vietnamien depuis plus de 60 ans. Aujourd'hui, le Peuple est déterminé à les récupérer par des moyens pacifiques, non violents, sans pour autant demander l'aumône !

2) Dès que possible, organiser des activités spéciales à l'occasion du 1^{er} anniversaire (08.04.2006 - 08.04.2007) du Manifeste 2006 pour la Démocratie et la Liberté au Viêt Nam. Nous proposons aux participants de ces activités de se vêtir de blanc, en plus des 1^{er} et 15 de chaque mois.

3) Soutenir l'appel du Bloc 8406 au boycott des élections législatives du 20 mai 2007. Les « réformes et changements » annoncés récemment par le Parti Communiste dans le déroulement du scrutin comme l'augmentation du nombre de candidats issus du milieu professionnel, de candidats non adhérents au Parti, la réorganisation des relations entre le Parti et le Parlement, etc. ne sont que des mascarades. Ces leures

ne correspondent pas à ce que souhaite la population mais servent les intérêts du parti. Nous sommes toujours dans le système où « le parti choisit, le peuple ne peut qu'approuver ». Ce système est totalement antidémocratique. Il trompe le peuple vietnamien et la communauté internationale depuis 60 ans car « le Front Patriotique » qui a le pouvoir d'approuver ou de rejeter les candidatures aux élections n'est autre qu'une émanation du Parti Communiste.

4) Préparer une constitution démocratique en se basant à la fois sur les traditions culturelles saine et solides de Notre Peuple et sur tous les progrès accomplis par l'humanité jusqu'à aujourd'hui. Cette constitution devra comporter les 26 libertés élémentaires définies par l'Organisation des Nations Unies, parmi lesquelles figure la propriété privée. Dans cette nouvelle constitution, aura disparu le système des certificats de résidence qui restreint la liberté de mouvement, et les « terres ne seront plus propriété de l'État »... car le système actuel offre une pré-

bende à la caste des corrompus et une « menace rouge » pour le Peuple Vietnamien !

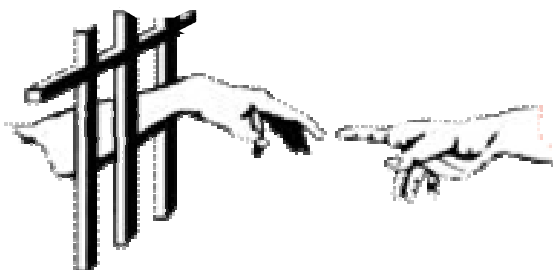
5) Militer et créer des conditions favorables pour une élection législative, avec la participation égalitaire de plusieurs partis politiques afin de former un parlement réellement démocratique. Un tel parlement aidera le pays à intégrer pleinement la communauté internationale et contribuera au progrès de l'humanité.

Nous remercions sincèrement

...le Peuple est déterminé à récupérer les libertés individuelles par des moyens pacifiques, non violents, sans demander l'aumône !

les vietnamiens de tous les continents et nos amis dans la communauté internationale qui nous aident poursuivre ces 5 objectifs. Nous vous souhaitons une bonne année du cochon d'or ; qu'elle vous apporte paix, bonheur et réussite.

L'Alliance pour la démocratie et les droits de l'homme au Viêt Nam



contact@viettan.org — www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234
San Jose, CA 95132 — USA
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP130
92185 Antony Cedex- FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

AUSTRALIE

P.O. Box 791
Bankstown, NSW 2200
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

